

SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 2155)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(ANDREOTTI)

di concerto col Ministro delle Finanze

(VISENTINI)

col Ministro del Tesoro

(GORIA)

col Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato

(ZANONE)

col Ministro del Commercio con l'Estero

(FORMICA)

col Ministro delle Partecipazioni Statali

(DARIDA)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 26 GENNAIO 1987

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per la promozione e la protezione reciproca degli investimenti, con Scambi di lettere, firmato a Roma il 17 ottobre 1985

ONOREVOLI SENATORI. — All'Accordo italo-tunisino per la promozione e la protezione reciproca degli investimenti si è giunti per corrispondere all'esigenza, da tempo avvertita in entrambi i Paesi, di conferire un quadro giuridico stabile all'insieme delle relazioni bilaterali esistenti nel settore della cooperazione economica ed industriale.

Il nuovo strumento, che pone in essere un sistema organico di garanzie a tutela degli investitori dell'uno e dell'altro Stato, dovrebbe contribuire in maniera efficace a promuovere il flusso reciproco degli investimenti esteri nei due Paesi.

Come appare nel primo articolo, nella dizione «investimenti» sono comprese le diverse forme che tali attività possono assumere, cosicché risulta assicurata, nella misura più estesa possibile, la tutela predisposta dall'Accordo.

Nel terzo articolo compare il consueto meccanismo della clausola della Nazione più favorita, limitata espressamente nella sua

applicazione in relazione alle unioni doganali e zone di libero scambio esistenti, a salvaguardia della posizione dell'Italia, di Paese membro della Comunità economica europea.

La disposizione centrale è contenuta nel quarto articolo, nel quale sono chiaramente fissati le condizioni ed i limiti di nazionalizzazione di investimenti stranieri, con la specifica menzione delle modalità prescritte per l'entità dell'indennizzo nonchè con l'esplicito riferimento al periodo massimo da non superare durante la fase della sua liquidazione.

Merita altresì di essere sottolineato il quinto articolo, laddove viene garantito il libero e rapido trasferimento, dal Paese dove è stato compiuto l'investimento allo Stato dell'investitore, di ogni genere di proventi connessi con l'investimento, ivi compresi gli introiti rappresentati dagli stipendi.

Completa infine in modo adeguato la struttura dell'Accordo la previsione di un insieme di clausole sulla procedura di arbitrato.

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina per la promozione e la protezione reciproca degli investimenti, con Scambi di lettere, firmato a Roma il 17 ottobre 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 11 dell'Accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

TESTO DELL'ACCORDO

A C C O R D

entre

LA REPUBLIQUE ITALIENNE

et

LA REPUBLIQUE TUNISIENNE

POUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION RECIPROQUES

DES INVESTISSEMENTS

:--:--:--:--:--:--:

La République Italienne

d'une part,

et

La République Tunisienne

d'autre part,

dénommées ci-après "Parties Contractantes"

- désireuses de renforcer leurs relations économiques et d'intensifier la coopération entre les deux Pays en vue de favoriser leur développement ;
- convaincues qu'une protection des investissements en vertu d'un accord bilatéral est susceptible de stimuler l'initiative économique privée et d'accroître la prospérité des deux Pays ;

- conscientes de la nécessité d'accorder un traitement équitable et raisonnable aux investissements des personnes physiques et morales ressortissantes de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1

Au sens du présent Accord :

1) - par "investissements" on entend les avoirs de toutes natures constitués ou reconnus en conformité avec les lois et règlements de chaque Partie Contractante, notamment, quoique, non exclusivement :

a) la propriété de biens immeubles ou meubles, ainsi que tout autre droit réel, tels que : hypothèques, privilèges, nantissements, usufruit et droits analogues ;

b) les quote-parts de sociétés et autres formes de participation ;

c) les créances pécuniaires, ainsi que toute prestation à titre onéreux découlant d'un contrat ;

d) les droits d'auteur, de propriété industrielle, y compris les marques, les processus techniques, le know-how et les dénominations commerciales ;

e) les concessions légales, y compris celles relatives à la recherche, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.

2) L'expression "revenus" indique les montants dérivant d'un investissement, pour une période déterminée, au titre de profits, intérêts, bénéfices de capital, dividendes, redevances, émoluments et autres profits légitimes ;

3) L'expression "ressortissant" indique :

a) Pour la République Tunisienne :

Les personnes physiques de nationalité Tunisienne ainsi que toute personne morale, ayant son siège social sur le territoire de la République Tunisienne et constituée conformément à ses lois et règlements, qui effectuent des investissements dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

b) Pour la République Italienne :

Les personnes physiques de nationalité Italienne ainsi que toute personne morale ayant son siège social sur le territoire de la République Italienne et constituée conformément à ses lois et règlements, qui effectuent des investissements dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

4) L'expression "territoire" indique :

- en ce qui concerne la République Tunisienne
le territoire de la République Tunisienne
- en ce qui concerne la République Italienne
le territoire de la République Italienne.

ARTICLE 2

1) Chaque Partie Contractante encouragera les ressortissants de l'autre Partie Contractante à investir des capitaux sur son territoire, fera son possible pour créer les conditions favorables à ces investissements et, sous réserve de son droit d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par sa législation autorisera l'entrée desdits capitaux.

2) Les investissements effectués dans les conditions fixées par la législation nationale de chaque Partie Contractante bénéficieront d'un traitement équitable et raisonnable.

ARTICLE 3

1) Le traitement accordé aux investissements effectués par des ressortissants de chaque Partie Contractante ne sera pas moins favorable que celui octroyé aux investissements des ressortissants de tout Pays tiers.

2) Le traitement accordé aux activités relatives aux investissements de chaque Partie Contractante pour ce qui est de la gestion, l'utilisation et la jouissance de leurs investissements ne sera pas moins favorable que celui accordé aux mêmes activités relatives à des investissements de tout Pays tiers.

3) Le traitement sus-mentionné ne s'appliquera pas aux avantages accordés aux ressortissants d'un Pays tiers par chaque Partie Contractante, du fait soit de l'appartenance de cette Partie Contractante à une Union Douanière, Communauté Economique fondée sur une Union Douanière et Zone de libre échange soit de la conclusion de tout autre traité établissant une coopération fondée sur une complémentarité économique régionale ou des accords bilatéraux portant sur des opérations spécifiques ou pour faciliter les échanges frontaliers ou pour éviter la double imposition fiscale.

ARTICLE 4

1) Les investissements des ressortissants de chaque Partie Contractante jouiront d'une protection adéquate dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

2) Les investissements effectués par les ressortissants de chaque Partie Contractante ne pourront être expropriés ou nationalisés ou assujettis à des mesures analogues dans le territoire de l'autre Partie Contractante que pour des raisons d'utilité publique et contre indemnisation. L'indemnité devra être adéquate, correspondre à la valeur effective de l'investissement au moment de l'expropriation, être versée sans délai indû et librement transférable en devises convertibles au taux de change officiel applicable à la date du transfert. Le transfert doit être effectué dans un délai ne dépassant pas les trois mois à partir de la date de dépôt d'un dossier

complet constitué conformément à la réglementation des changes de chaque Partie Contractante.

La légalité de l'expropriation et le montant de l'indemnité devront pouvoir être soumis et vérifiés, à la demande de la partie intéressée, par le Tribunal compétent du Pays où l'investissement aura été réalisé.

3) Si les investissements des ressortissants de chacune des Parties Contractantes devaient subir des pertes du fait de guerre, autres conflits armés, états d'urgence, ou autres événements analogues dans le territoire de l'autre Partie Contractante, le traitement par cette dernière en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou toute autre forme de règlement ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres ressortissants ou aux ressortissants de tout Pays tiers.

ARTICLE 5

1) Chacune des Parties Contractantes assurera le libre transfert dans toute monnaie convertible, au taux de change officiel applicable à la date de transfert et sans délai indû, conformément à ses lois et règlements :

a) - des bénéfices nets, dividendes, honoraires d'assistance et de services techniques, intérêts, et tous autres revenus courants afférents aux investissements des ressortissants de l'autre Partie Contractante ;

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) - des redevances dérivant des droits incorporels précisés aux lettres d) et e) de l'alinéa 1 de l'article 1 ;

c) - des échéances de remboursement de prêts destinés à une participation directe aux investissements ;

d) - du produit de la cession totale ou partielle et/ou liquidation de l'investissement, ainsi que tout règlement consécutif aux événements mentionnés au paragraphe 3 de l'Article 4 ;

e) - des rémunérations des ressortissants de l'autre Partie Contractante qui sont autorisés à travailler sur son territoire en rapport avec un investissement.

2) Chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder aux transferts visés au paragraphe 1) du présent Article un traitement non moins favorable que celui accordé aux transferts émanant d'investissements effectués par des ressortissants de tout Pays tiers.

ARTICLE 6

Au cas où une Partie Contractante aurait accordé toutes les formes de garantie contre des risques non commerciaux, par rapport à un investissement effectué par ses ressortissants dans le territoire de l'autre Partie Contractante, et aurait effectué des paiements en faveur desdits ressortissants sur la base d'une garantie, l'autre Partie Contractante reconnaîtra le transfert des droits et obligations de ces ressortissants à la première Partie Contractante, et la subrogation de la première Partie Contractante dans ces droits et obligations.

Les droits et obligations subrogés de la première Partie Contractante n'excéderont point les droits et obligations originaires du ressortissant. Pour ce qui est du transfert des paiements à effectuer à la Partie Contractante, à la suite de ladite subrogation, seront appliqués respectivement les article 4 et 5.

ARTICLE 7

Si le traitement octroyé par une Partie Contractante aux ressortissants de l'autre Partie Contractante conformément à ses lois et règlements ou ententes contractuelles avec ces ressortissants est plus favorable que celui prévu par cet Accord c'est le traitement le plus favorable qui sera octroyé.

ARTICLE 8

Chacune des Parties Contractantes accepte de soumettre au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements, en vue d'un règlement par conciliation ou arbitrage conformément à la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965, tout différend d'ordre juridique entre ladite Partie Contractante et un ressortissant de l'autre Partie Contractante relatif à un investissement effectué par ledit ressortissant sur le territoire de la première Partie Contractante concernée.

Tout différend entre l'une des deux Parties Contractantes, et un ressortissant de l'autre Partie Contractante, relatif à un investissement objet du présent Accord, qui ne relève pas de la compétence du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements, sera soumis à un Tribunal d'arbitrage international ad hoc aux fins de jugement arbitral.

Cette procédure d'arbitrage et de conciliation implique la renonciation par ledit ressortissant à son droit d'épuiser au préalable les recours aux juridictions internes.

ARTICLE 9

1) - Les différends entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation et de l'application de cet Accord seront réglés, dans la mesure du possible, moyennant des consultations amicales entre les deux Parties par la voie des canaux diplomatiques.

2) - Si les différends ne pouvaient être réglés dans les six mois à compter de la date à laquelle chaque Partie Contractante informe par écrit l'autre Partie Contractante, ils seront soumis pour règlement, à la demande de l'une des Parties Contractantes, à un Tribunal arbitral international ad hoc.

3) - Le Tribunal arbitral international ad hoc sus-mentionné sera composé de la sorte:

Le Tribunal arbitral se compose de trois arbitres. Chaque Partie Contractante désigne un arbitre ; les deux arbitres proposent

d'un commun accord le troisième arbitre, devant être ressortissant d'un pays tiers ayant des relations diplomatiques avec les deux Parties Contractantes. Le troisième arbitre sera nommé Président du Tribunal par les deux Parties Contractantes.

4) - Si les nominations des membres du Tribunal arbitral, ne devaient pas avoir lieu dans une période de six mois à compter de la date de la demande d'arbitrage, chaque Partie Contractante peut, faute de toute autre entente, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice, à pourvoir aux désignations nécessaires. Au cas où le Président de la Cour ait la nationalité d'une des Parties Contractantes, ou ne soit pas à même de pourvoir à la désignation pour d'autres raisons, cette tâche sera confiée au Vice-Président de la Cour ou au Juge ayant le plus d'ancienneté et qui ne soit pas ressortissant d'aucune des Parties Contractantes.

5) - Le Tribunal d'arbitrage fixera sa procédure. Le Tribunal d'arbitrage rend ses décisions en se basant sur les dispositions du présent Accord et des autres accords similaires conclus par les Parties Contractantes ainsi que selon les principes et règles générales du droit international.

Le Tribunal d'arbitrage rend ses décisions à la majorité des voix. Avant de prononcer la décision, le Tribunal peut, dans chaque phase du litige, proposer à l'agrément des Parties Contractantes, un règlement à l'amiable des différends. Les décisions du Tribunal arbitral sont définitives et obligatoires pour les Parties Contractantes.

6) - Chaque Partie Contractante prendra à sa charge les frais relatifs à son membre et à son avocat plaidant, dans les procédures d'arbitrage. Le coût relatif au Président et les coûts restants seront à la charge, en parties égales, des deux Parties Contractantes.

ARTICLE 10

Les dispositions de cet Accord seront applicables indépendamment de l'existence de relations diplomatiques ou consulaires.

ARTICLE 11

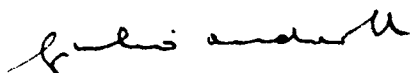
1) - Cet Accord entrera en vigueur trois mois après que les Parties Contractantes se seront notifiedes le parachèvement de leurs procédures intérieures respectives. Il restera en vigueur pour une période de dix ans, et successivement pour une ultérieure période de cinq ans, et ainsi de suite, à moins d'une dénonciation écrite, de la part de chacune des Parties Contractantes, une année avant son expiration.

2) - Par rapport aux investissements effectués avant la date d'échéance de cet Accord, les dispositions des articles de 1 à 10, continueront d'être en vigueur pour une période ultérieure de 10 ans à compter de la date d'expiration de cet Accord.

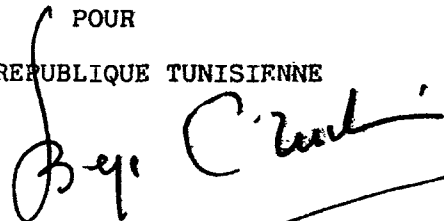
EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, le 17 octobre 1985, en double exemplaire en langue française.

POUR
LA REPUBLIQUE ITALIENNE



POUR
LA REPUBLIQUE TUNISIENNE



TESTO DELLE LETTERE

Il Ministro degli Affari Esteri

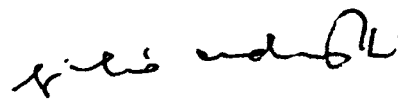
Rome, le 17.10.1985

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont précédé la signature de l'Accord entre la République Italienne et la République Tunisienne pour la promotion et la protection réciproques des investissements, nous sommes convenus que les dispositions de l'Accord précité seront étendues, dans les termes de l'agrément de ces investissements, à ceux réalisés dans l'un des deux Pays antérieurement à l'entrée en vigueur dudit Accord, en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur dans chacun des deux Pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.



(Giulio ANDREOTTI)

Son Excellence

Monsieur Béji CAID ESSEBSI

Ministre des Affaires Etrangères

de la République Tunisienne

REPUBLIQUE TUNISIENNE

—•—

**Le Ministre
des Affaires Etrangères**

—•—

ROME, le 17 - 10 - 85

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser une lettre rédigée dans les termes suivants :

"Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont précédé la signature de l'Accord entre la République Italienne et la République Tunisienne pour la promotion et la protection réciproques des investissements, nous sommes convenus que les dispositions de l'Accord précité seront étendues, dans les termes de l'agrément de ces investissements, à ceux réalisés dans l'un des deux Pays antérieurement à l'entrée en vigueur dudit Accord, en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur dans chacun des deux Pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération".

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Béji CAID ESSEBSI)

Handwritten signature of Béji Caid Essebsi in black ink, with a horizontal line underneath.

S. E.

Monsieur Giulio ANDREOTTI
MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES DE LA
REPUBLIQUE ITALIENNE

Il Ministro degli Affari Esteri

Rome, le 17.10.1985

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont précédé la signature de l'Accord entre la République Italienne et la République Tunisienne pour la promotion et la protection réciproques des investissements, nous sommes convenus que l'Accord s'appliquera également aux investissements effectués par des ressortissants d'une Partie Contractante dans les espaces maritimes relevant de la souveraineté et/ou de la juridiction de l'autre Partie conformément au droit international et à ses lois et règlements internes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.



(Giulio ANDREOTTI)

Son Excellence

Monsieur Béji CAID ESSEBSI

Ministre des Affaires Etrangères

de la République Tunisienne.

REPUBLIQUE TUNISIENNE

—◆—

**Le Ministre
des Affaires Etrangères**

—◆—

ROME, le 17 - 10 - 85

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser une lettre rédigée dans les termes suivants :

"Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont précédé la signature de l'Accord entre la République Italienne et la République Tunisienne pour la promotion et la protection réciproques des investissements, nous sommes convenus que l'Accord s'appliquera également aux investissements effectués par des ressortissants d'une Partie Contractante dans les espaces maritimes relevant de la souveraineté et/ou de la juridiction de l'autre Partie conformément au droit international et à ses lois et règlements internes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération."

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer
l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assu-
rance de ma haute considération.

(Béji CAID ESSEBSI)

Béji Caid

S. E.

Monsieur Giulio ANDREOTTI
MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES DE LA
REPUBLIQUE ITALIENNE

PER COPIA CONFORME



Il Capo dell'Ufficio Trattati

[Handwritten signature]

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA
REPUBBLICA TUNISINA PER LA RECIPROCA
PROMOZIONE E PROTEZIONE DEGLI IN-
VESTIMENTI

La Repubblica Italiana

da una parte,

e

La Repubblica Tunisina dall'altra,

qui di seguito denominate "Parti Contraenti"

- desiderose di rafforzare i loro rapporti economici e di intensificare la cooperazione tra i due Paesi per favorire il loro sviluppo;
- convinte che una protezione degli investimenti in virtù di un accordo bilaterale possa stimolare l'iniziativa economica privata ed accrescere la prosperità dei due Paesi;
- consapevoli della necessità di concedere un trattamento equo e ragionevole agli investimenti delle persone fisiche e degli Enti morali che abbiano la nazionalità di una delle Parti Contraenti, sul territorio dell'altra Parte Contraente hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

Ai sensi del presente Accordo:

- 1) - per "investimenti" s'intendono ^{DI AVERI} ~~beni~~ di qualsiasi natura costituiti o riconosciuti in conformità alle leggi ed ai regolamenti di ciascuna Parte Contraente. in particolare, anche se non esclusivamente:
- a) la proprietà di beni mobili o immobili, nonché ogni altro diritto reale quali ipoteche, privilegi, pegni, usufrutti e diritti analoghi;
 - b) le quote di partecipazione di società e altre forme di partecipazioni;
 - c) i crediti in denaro, nonché ogni prestazione a ti titolo oneroso derivante da un contratto;
 - d) i diritti d'autore, di proprietà industriale, ivi compresi i marchi, i procedimenti tecnici, il Know-how e le denominazioni commerciali;
 - e) le concessioni legali, ivi comprese quelle relative alla ricerca, all'estinzione o allo sfruttamento di risorse naturali.
- 2) - L'espressione "proventi" indica gli importi derivanti da un investimento, per un determinato periodo, a titolo di profitti, interessi, benefici di capitale,

dividendi, canoni, emolumenti e altri legittimi profitti;

3) - l'espressione "cittadino" indica:

a) Per la Repubblica Tunisina

Le persone fisiche di nazionalità tunisina, nonché ogni ente morale, con sede sociale sul territorio della Repubblica Tunisina, e costituito in conformità alle sue leggi e regolamenti, che effettuino investimenti nel territorio dell'altra Parte Contraente.

b) Per la Repubblica Italiana

Le persone fisiche di nazionalità italiana, nonché ogni ente morale con sede sociale sul territorio della Repubblica Italiana, costituito in conformità alle sue leggi e regolamenti, che effettuino investimenti nel territorio dell'altra Parte Contraente.

4) - L'espressione "territorio" indica:

- per quanto concerne la Repubblica Tunisina, il territorio della Repubblica Tunisina

- per quanto concerne la Repubblica Italiana, il territorio della Repubblica Italiana.

ARTICOLO 2

- 1) - Ciascuna Parte Contraente incoragg^{ERA}~~erà~~ i cittadini del l'altra Parte Contraente ad investire capitali sul suo territorio, farà quanto possibile per creare condizioni favorevoli per i predetti investimenti, e, fatto salvo il suo diritto ad esercitare i poteri che le sono conferiti dalla propria legislazione, autorizzerà l'entrata dei predetti capitali.

- 2) - Gli investimenti effettuati alle condizioni fissate dalla legislazione nazionale di ciascuna Parte Contraente beneficieranno di un trattamento equo e ragionevole.

ARTICOLO 3

- 1) - Il trattamento accordato agli investimenti effettuati da cittadini di ciascuna Parte Contraente non sarà meno favorevole di quello accordato agli investimenti dei cittadini di qualsiasi Paese Terzo.

- 2) - Il trattamento accordato alle attività relative agli investimenti di ciascuna Parte Contraente per quanto riguarda la gestione, l'utilizzazione e la fruizione

dei loro investimenti non sarà meno favorevole di quello concesso ad analoghe attività relative ad investimenti di qualsiasi Paese Terzo.

- 3) - Il trattamento summenzionato non sarà applicato ai vantaggi concessi ai cittadini di un Paese Terzo da ciascuna Parte Contraente, per il fatto dell'appartenenza della predetta Parte Contraente ad un'Unione Doganale, ad una Comunità economica basata su un'Unione Doganale e zona di libero scambio, o a seguito della stipula di qualsiasi altro Trattato che stabilisca una cooperazione basata su di una complementarità economica regionale, o di accordi bilaterali relativi ad operazioni specifiche o volti ad agevolare gli scambi frontaliери, o ad evitare la doppia imposizione fiscale.

ARTICOLO 4

- 1) - Gli investimenti dei cittadini di ogni Parte Contraente godranno di un'adeguata protezione nel territorio dell'altra Parte Contraente.
- 2) - Gli investimenti effettuati dai cittadini di ciascuna Parte Contraente non potranno essere espropriati o nazionalizzati o sottoposti ad analoga misura nel

territorio dell'altra Parte Contraente tranne che per ragioni di pubblica utilità e contro indennizzo. L'indennizzo dovrà essere adeguato, equivalente al valore effettivo dell'investimento al momento dell'esproprio, essere versato senza indebiti ritardi, e liberamente trasferibile in valute convertibili al tasso di cambio ufficiale applicabile alla data del trasferimento. Il trasferimento dovrà essere effettuato entro un termine non superiore a tre mesi dalla data di deposito di un fascicolo completo, conforme al regolamento dei cambi di ciascuna Parte Contraente.

La legalità dell'esproprio e l'importo dell'indennizzo dovranno poter essere presentati e controllati, su domanda della parte interessata, dal Tribunale competente del Paese nel quale l'investimento sia stato realizzato.

- 3) - Qualora gli investimenti dei cittadini di ciascuna Parte Contraente ^{D. E. E. E. C.} ~~risolvano~~ subire perdite a causa di guerre, altri conflitti armati, situazioni di emergenza, o altri analoghi avvenimenti nel territorio dell'altra Parte Contraente, il trattamento da parte di quest'ultima per tutto quanto riguarda la restituzione, l'indennizzo; il compenso o ogni altra forma di regolamento non sarà meno favorevole di quello che detta Parte Contraente concede ai suoi cittadini o ai

cittadini dei Paesi Terzi.

ARTICOLO 5

- 1) - Ciascuna delle Parti Contraenti assicurerà il libero trasferimento, in qualsiasi valuta convertibile, al tasso di cambio ufficiale applicabile alla data del trasferimento e senza indebiti ritardi; in conformità alle sue leggi e regolamenti:
 - a) - dei benefici netti, dividendi, emolumenti di as sistenza e di servizi tecnici, interessi, e ogni altro profitto ordinario attinenti agli investimenti dei cittadini dell'altra Parte Contraente;
 - b) - dei canoni derivanti dai diritti incorporei specificati alle lettere d) ed e) del comma 1° del l'articolo 1;
 - c) - ~~DELLA~~ ^{DELLA} rimborso dei prestiti destinati ad una partecipazione diretta agli investimenti;
 - d) - dei proventi della cessione totale o parziale e/o liquidazione dell'investimento, nonché di ogni regolamento successivo agli eventi citati al paragrafo 3 dell'articolo 4;
 - e) - delle retribuzioni dei cittadini dell'altra Par te Contraente, che sono autorizzati a lavorare sul

suo territorio nell'ambito di un investimento.

- 2) - Ciascuna delle Parti Contraenti s'impegna a concedere ai trasferimenti di cui al paragrafo 1) del presente Articolo, un trattamento non meno favorevole di quello concesso ai trasferimenti risultanti da investimenti effettuati da cittadini dei Paesi Terzi.

ARTICOLO 6

Qualora una Parte Contraente abbia accordato ogni forma di garanzia contro rischi non commerciali, riguardo ad un investimento effettuato dai suoi cittadini nel territorio dell'altra Parte Contraente, ed abbia effettuato pagamenti a favore dei predetti cittadini in base ad una garanzia, l'altra Parte Contraente riconoscerà il trasferimento dei diritti ed obblighi di detti cittadini alla prima Parte Contraente, e la surrogazione della prima Parte Contraente in tali diritti ed obblighi.

I diritti ed obblighi surrogati della prima Parte Contraente non supereranno i diritti ed obblighi

originari del cittadino. Per quanto riguarda il trasferimento dei pagamenti da effettuarsi alla Parte Contraente, a seguito di detta surrogazione, saranno applicati rispettivamente gli articoli 4 e 5.

ARTICOLO 7

Qualora il trattamento concesso da una Parte Contraente ai cittadini dell'altra Parte Contraente, in conformità alla sue leggi e regolamenti o interesse contrattuali con detti cittadini, sia più favorevole di quello previsto dal presente Accordo, verrà concesso il trattamento più favorevole.

ARTICOLO 8

Ciascuna delle Parti Contraenti accetta di sottoporre al Centro Internazionale per la composizione delle controversie relative agli investimenti, in vista di una composizione mediante conciliazione o arbitrato in conformità alla Convenzione per la composizione delle controversie relative agli Investimenti tra Stati e cittadini di altri Paesi, aperta alla

firma a Washington il 18 marzo 1965, ogni controversia di natura giuridica tra la suddetta Parte Contraente ed un cittadino dell'altra Parte Contraente, relativa ad un investimento effettuato dal predetto cittadino sul territorio della prima Parte Contraente interessata.

Ogni controversia tra una delle Parti Contraenti, ed un cittadino dell'altra Parte Contraente, relativa ad un investimento oggetto del presente Accordo, che non sia di competenza del Centro Internazionale per la composizione delle controversie relative agli investimenti, sarà sottoposto ad un Tribunale di arbitrato internazionale ad hoc ai fini della sentenza arbitrale.

Detta procedura di arbitrato e di conciliazione implica la rinuncia da parte di detto cittadino al suo diritto di esaurire preliminarmente i ricorsi alle giurisdizioni interne.

ARTICOLO 9

- 1) - Le controversie tra le Parti Contraenti in merito all'interpretazione ed all'applicazione del presente Accordo saranno regolate, nella misura del possibile, mediante consultazioni amichevoli tra le due Parti

per le vie diplomatiche.

2) - Qualora le controversie non potessero essere definite entro i sei mesi successivi alla data in cui ogni Parte Contraente abbia informato per iscritto l'altra Parte Contraente, esse saranno sottoposte, per la loro composizione, su domanda di una delle Parti Contraenti, ad un Tribunale Arbitrale Internazionale ad hoc.

3) - Il suddetto Tribunale arbitrale internazionale ad hoc sarà così composto:

Il Tribunale arbitrale sarà composto da tre arbitri. Ciascuna Parte Contraente nominerà un arbitro; i due arbitri proporranno di comune accordo il terzo arbitro, che dovrà essere cittadino di un paese terzo che abbia relazioni diplomatiche con le due Parti Contraenti. Il terzo arbitro sarà nominato Presidente del Tribunale dalle due Parti Contraenti.

4) - Qualora le nomine dei membri del Tribunale arbitrale non dovessero avvenire entro un periodo di sei mesi a partire dalla data della domanda di arbitrato, ciascuna Parte Contraente potrà, in mancanza di altra intesa, invitare il Presidente della Corte Costituzionale di giustizia, a provvedere alle designazioni necessarie. Qualora il Presidente della Cor

te abbia la nazionalità di una delle Parti Contraenti, o non sia in grado di provvedere alla designazione per altre ragioni, detto compito sarà affidato al Vice-Presidente della Corte o al giudice con la maggiore anzianità, che non sia cittadino di nessuna delle Parti Contraenti.

- 5) - Il Tribunale di arbitrato fisserà la propria procedura. Il Tribunale di arbitrato emetterà le sue sentenze in base alle disposizioni del presente Accordo e degli altri Accordi analoghi stipulati dalle Parti Contraenti, nonché secondo i principi e le regole generali del diritto internazionale.

Il Tribunale di arbitrato emetterà le sue decisioni a maggioranza dei voti. Prima di pronunciare la decisione, il Tribunale potrà, in ogni fase della vertenza, proporre alle Parti Contraenti una composizione amichevole delle vertenze. Le decisioni del Tribunale d'arbitrato saranno definitive e vincolanti per le Parti Contraenti.

- 6) - Ciascuna Parte Contraente assumerà a proprio carico le spese relative al proprio membro ed al suo avvocato difensore per le procedure di arbitrato.

Le spese relative al Presidente e le altre spese saranno a carico, in parti uguali, delle due Parti Contraenti.

ARTICOLO 10

Le disposizioni del presente Accordo potranno essere applicate a prescindere dall'esistenza di relazioni diplomatiche o consolari.

ARTICOLO 11

- 1) - Il presente Accordo entrerà in vigore tre mesi dopo che le Parti Contraenti si saranno notificate l'avvenuto espletamento delle loro rispettive procedure interne. Esso rimarrà in vigore per un periodo di dieci anni, e successivamente per un ulteriore periodo di cinque anni, e così di seguito, salvo denuncia scritta, da parte di una delle Parti Contraenti un anno prima della sua scadenza.

- 2) - Per quanto riguarda gli investimenti effettuati prima della data di scadenza del presente Accordo, le disposizioni degli articoli da 1 a 10, continueranno a essere in vigore per un ulteriore periodo di 10 anni a partire dalla data di scadenza del presente Accordo.

In fede di che, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, il 17 ottobre 1985, in duplice esemplare in lingua francese.

Per la
Repubblica Italiana

Per la
Repubblica Tunisina



Ministero degli Affari Esteri

D. G. P. A.

Ufficio Traduzioni e Interpretariato

Roma, 17.10. 1985

Signor Ministro,

nel corso dei negoziati che hanno preceduto la firma dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Tunisina per la promozione e la protezione reciproca degli investimenti, è stato concordato che le disposizioni del predetto Accordo saranno estese, in base ai termini dell'Accordo su detti investimenti, a quelli realizzati in uno dei Paesi precedentemente all'entrata in vigore del predetto Accordo, in conformità alla legislazione e alla regolamentazione in vigore in ciascuno dei due Paesi.

Le sarei riconoscente se volesse confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Con i sensi della mia alta considerazione,

(Giulio Andreotti)

Sua Eccellenza
Monsieur Béji CAID ESSEBSI
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Tunisina

*Ministero degli Affari Esteri*

D. G. P. A.

Ufficio Traduzioni e Interpretariato

Roma, 17.10.1985

Signor Ministro,

Ella mi ha cortesemente inviato una lettera del seguente tenore:

"Signor Ministro,

Nel corso dei negoziati che hanno preceduto la firma dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Tunisina per la promozione e la reciproca protezione degli investimenti, è stato concordato che le disposizioni del predetto Accordo saranno estese, in base ai termini dell'accordo su detti investimenti, a quelli realizzati in uno dei due Paesi, anteriormente all'entrata in vigore del predetto Accordo, in conformità alla legislazione ed alla regolamentazione in vigore in ciascuno dei due Paesi.

Le sarei riconoscente ~~se voless~~ confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Con i sensi della mia alta considerazione".

In risposta, ho l'onore di confermarLe l'accordo del mio Governo su quanto precede.

(Béji CAID ESSEBSI)

Sua Eccellenza
On. Giulio Andreotti
Ministro degli Affari Esteri della
Repubblica Italiana

R O M A



Ministero degli Affari Esteri

D. G. P. A.

Ufficio Traduzioni e Interpretariato

Roma, 17.10.1985

Signor Ministro,

Nel corso dei negoziati che hanno preceduto la firma dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Tunisina per la promozione e la reciproca protezione degli investimenti, abbiamo concordato che l'Accordo sarà parimenti applicato agli investimenti effettuati dai cittadini di una Parte Contraente negli spazi di mare sotto posti alla sovranità e/o alla giurisdizione dell'altra Parte, in conformità al diritto internazionale e alle proprie leggi e regolamenti interni.

Le sarei grato se volesse cortesemente confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Con i sensi della mia alta considerazione.

(Giulio Andreotti)

Sua Eccellenza
Monsieur Béji CADI ESSEBSI
Ministro degli Affari Esteri della
Repubblica Tunisina

*Ministero degli Affari Esteri*

D.G.P.A.

Ufficio Traduzioni e Interpretariato

Roma, 17.10.1985

Signor Ministro,

Lei mi ha cortesemente inviato una lettera del seguente tenore:

"Signor Ministro,

Nel corso dei negoziati che hanno preceduto la firma dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Tunisina per la promozione e la reciproca protezione degli investimenti, ~~abbiamo~~ concordato che l'Accordo sarà parimenti applicato agli investimenti effettuati dai cittadini di una Parte Contraente negli spazi di mare sottoposti alla Sovranità e/o alla giurisdizione dell'altra Parte, in conformità al diritto internazionale e alle proprie leggi e regolamenti interni.

Le sarei grato se volesse cortesemente confermarmi l'accordo del Suo governo su quanto precede.

Con i sensi della mia alta considerazione."

In risposta, ho l'onore di confermarLe l'accordo del mio Governo su quanto precede.

La prego di gradire, Signor Ministro, i sensi della mia alta considerazione.

Sua Eccellenza
On. Giulio Andreotti
Ministro degli Affari Esteri della
Repubblica Italiana

(Béji CADI ESSEBSI)